

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.283/2
DU 21 MAI 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 24 avril 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours sur une proposition de loi « instaurant la possibilité d'infliger une interdiction de lieu à titre de sanction administrative communale » (*Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 2131/001), a donné l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.283/2
VAN 21 MEI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 24 april 2012 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een wetvoorstel “tot invoering van de mogelijkheid van een plaatsverbod als gemeentelijke administratieve sanctie” (*Parl. St.*, Kamer, 2011-2012, nr. 2131/001), heeft het volgende advies gegeven:

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition de loi, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition de loi appelle les observations suivantes.

PORTÉE DE LA PROPOSITION DE LOI

1. Selon son résumé, la proposition de loi à l'examen

« vise à permettre aux communes d'interdire, par voie de sanction administrative, aux personnes qui commettent des incivilités, l'accès aux lieux accessibles au public situés sur leur territoire ».

Les développements de la proposition de loi précisent que celle-ci a en vue la lutte « contre le problème annuel récurrent des nuisances dans les domaines récréatifs », même si l'intention n'est pas de « se limiter aux domaines récréatifs », l'interdiction de lieu pouvant « également s'appliquer à d'autres lieux clairement définis et accessibles au public, comme les salles de fêtes ».

D'après les mêmes développements, la proposition de loi trouverait sa raison d'être dans l'arrêt n° 197.212 ¹ du 23 octobre 2009 de la section du contentieux administratif du Conseil d'État, qui annule une disposition du Code des règlements de police communaux de la ville d'Anvers prévoyant une « interdiction de rue » (« straatverbod ») pour le motif qu'une telle interdiction, qui avait été analysée en l'espèce par la section du contentieux administratif comme une sanction administrative communale, n'était pas prévue par l'article 119bis de la Nouvelle loi communale et était donc illégale. La proposition de loi entend rencontrer la difficulté soulevée dans cet arrêt en donnant aux communes la base légale qui leur permettra d'adopter l'interdiction de lieu comme sanction administrative communale.

2. Concrètement, la proposition de loi complète l'article 119bis, § 2, alinéa 2, de la Nouvelle loi communale par l'ajout d'une cinquième forme de sanction administrative aux quatre qui sont déjà prévues par cet alinéa, à savoir l'amende administrative, la suspension administrative d'une autorisation ou permission délivrée par la commune, le retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la commune et la fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

¹ Les développements de la proposition mentionnent par erreur l'arrêt n° 197.221 du 23 octobre 2009.

Cette nouvelle forme de sanction administrative est définie par la proposition comme étant :

« 5° l'interdiction de lieu temporaire, pour une durée de trois mois au maximum, c'est-à-dire l'interdiction de pénétrer dans un ou plusieurs lieux accessibles au public clairement définis.

Par 'lieux accessibles au public' il y a lieu d'entendre, d'une part, le domaine public accessible au public et, d'autre part, tout lieu auquel d'autres personnes que le gestionnaire et les personnes qui y travaillent ont accès, soit parce qu'elles sont censées avoir habituellement accès à ce lieu, soit parce qu'elles y sont autorisées sans avoir été invitées de façon individuelle ».

Indépendamment des diverses adaptations procédurales qui sont appelées par cette sanction administrative nouvelle, la proposition de loi définit aussi les conditions de la récidive pour l'amende administrative et l'interdiction de lieu.

3. La proposition de loi prévoit enfin la création de deux fichiers de données relatives aux sanctions administratives et règle les conditions de leur constitution et de leur consultation.

Le premier fichier est un fichier communal qui permet d'identifier les personnes auxquelles une sanction administrative a été infligée ainsi que la sanction infligée. La création de ce fichier vise à permettre aux « organisateurs d'événements temporaires ou permanents dans des lieux accessibles au public d'aider à vérifier le respect des interdictions de lieux ».

Le second fichier est un fichier national. Il est prévu que le fonctionnaire communal qui a infligé une sanction d'interdiction de lieu transmet les coordonnées des personnes concernées à un fonctionnaire fédéral, lequel établit un fichier unique mentionnant les « interdits » de toutes les communes du Royaume.

OBSERVATION GÉNÉRALE

1. Le constat qu'il existe une forme de délinquance particulière consistant à perturber la tranquillité publique dans les domaines récréatifs en y commettant des incivilités et du dérangement public et que cette forme de délinquance peut parfois ne pas être circonstancielle mais être commise par des délinquants qui se déplacent de domaines récréatifs en domaines récréatifs, aurait pu conduire à la conclusion qu'il est nécessaire que la répression administrative de cette forme de délinquance se réalise par le biais d'une loi autonome érigeant en infraction les mêmes comportements pour l'ensemble du Royaume, à l'instar, par exemple, de ce qui a été fait pour les interdictions de stade qui peuvent être prononcées dans le cadre de la loi du 21 décembre 1998 'relative à la sécurité lors des matchs de football' et qui visait aussi, notamment, à réprimer par la voie administrative un

phénomène de délinquance présentant la caractéristique de se déplacer dans des lieux récréatifs ouverts au public.

Les auteurs de la proposition de loi à l'examen ont cependant choisi une autre voie, celle d'une sanction administrative infligée par la commune et répertoriée dans deux fichiers, l'un fichier communal, l'autre, national.

Ce système appelle les observations suivantes.

2.1. Ainsi qu'il a été exposé ci-avant, l'article 119bis, § 15, proposé de la Nouvelle loi communale crée un fichier national répertoriant et identifiant les personnes qui auront fait l'objet, de la part des autorités d'une commune, d'une « interdiction de lieu » portant sur un domaine récréatif exploité par une personne morale de droit public, répondant aux spécifications fixées par le Roi en termes de superficie minimale, et sis sur le territoire de la commune concernée. L'enregistrement et le traitement de ces données sont autorisés par la proposition à l'examen pour autant que, selon les termes de celle-ci, l'interdiction de lieu « vise à empêcher le déplacement des troubles de l'ordre public » vers des domaines récréatifs sis sur le territoire d'autres communes que celle dont les autorités ont prononcé la sanction. Les données ainsi archivées pourront être consultées, selon les modalités fixées par le Roi, par les personnes morales de droit public qui gèrent, au sein des autres communes, un domaine récréatif, et ce, « afin de permettre [auxdites personnes] d'apprécier si une personne qui souhaite pratiquer des activités récréatives et qui fait l'objet d'une interdiction de lieu dans une autre commune peut être ou non admise dans le domaine récréatif » dont elles assurent elles-mêmes la gestion (paragraphe 15, dernier alinéa, proposé).

Selon les développements

« Contrairement au fichier créé sur la base du nouveau § 14, la consultation de ce fichier national ne se limitera pas aux faits commis dans une certaine commune, mais ce fichier rassemblera et permettra de consulter toutes les interdictions de lieux relatives aux domaines récréatifs dans l'ensemble du pays. Il appartiendra aux gestionnaires de domaines récréatifs eux-mêmes de décider s'ils subordonneront ou non l'accès à leur domaine à l'existence d'une interdiction de lieu concernant un autre domaine récréatif. La consultation du fichier national permettra donc aux gestionnaires d'anticiper un possible effet de déplacement.

Afin d'éviter que toutes les personnes morales de droit public qui exploitent un lieu d'agrément soient reprises dans la liste des domaines récréatifs qui peuvent consulter le fichier, le Roi fixera la superficie minimale des sites en question, de manière à limiter la liste aux seuls véritables domaines récréatifs, à l'exclusion, par exemple, des piscines publiques ou d'autres espaces de détente de droit public. Cela n'exclut pas une interdiction de lieu pour ces endroits, mais implique uniquement que les données en la matière ne seront pas consultables au niveau national.

Contrairement aux fichiers communaux, les données du fichier national ne seront conservées que trois mois, la durée maximale d'une interdiction de lieu ».

2.2. Ainsi qu'il ressort des termes mêmes des dispositions à l'examen et des développements y attachés, la publicité pareillement donnée aux mesures d'« interdiction de lieu » décrétées par une commune déterminée n'a ni pour portée, ni pour effet de rendre cette interdiction applicable de plein droit aux lieux récréatifs sis sur le territoire d'autres communes. Toute autre conclusion serait au demeurant contraire à la logique sur laquelle repose la répression administrative communale organisée par l'article 119bis de la Nouvelle loi communale. Pas davantage, le dispositif de publicité à l'examen n'est-il en mesure, voire en droit, d'offrir aux autorités des communes autres que celle où la sanction d'interdiction de lieu a été prononcée, un motif suffisant de prononcer, à leur tour, et sur le fondement de l'article 119bis tel qu'il est envisagé de le modifier, une sanction analogue applicable aux lieux récréatifs sis sur leur territoire respectif.

Le prononcé d'une telle sanction suppose en effet, tout d'abord, que le comportement réprimé soit érigé en infraction aux règlements et ordonnances en vigueur dans ces autres communes (article 119bis, § 1^{er}, de la Nouvelle loi communale) et qu'il y soit assorti, à l'identique, de la sanction d'interdiction de lieu (article 119bis, § 2, de la Nouvelle loi communale, tel qu'il est envisagé de le modifier). Ensuite, il est nécessaire que le comportement réprimé ait été effectivement commis sur le territoire de la commune qui entend le sanctionner sur le fondement de l'article 119bis de la Nouvelle loi communale, tel qu'il est envisagé de le modifier. Comme le rappelle au demeurant l'arrêt 197.212 du 23 octobre 2009 du Conseil d'État, visé dans l'exposé des motifs de la disposition,

« Een cruciaal verschil tussen administratieve sancties en bestuurlijke maatregelen die zuiver beogen de orde en de rust te handhaven is dat een administratieve sanctie reageert tegen wat als een overtreding wordt gezien, in tegenstelling tot de voormelde bestuurlijke maatregelen, waarvoor geen overtreding vereist is maar een risico of een gevaar volstaat. Specifiek eigen aan de administratieve sanctie is dat ze wordt opgelegd wegens een overtreding, aan de overtreder ».

Il s'en déduit qu'en l'absence de comportement infractionnel effectivement commis sur son territoire, une mesure d'« interdiction de lieu » ne pourrait être infligée par les autorités publiques d'une commune qu'à titre préventif et donc uniquement sur la base d'un autre fondement juridique que celui offert par l'article 119bis de la Nouvelle loi communale, tel qu'il est envisagé de le modifier. L'existence d'interdictions de lieu prononcées dans d'autres communes, telle que révélée par le dispositif de publicité mis en place par le paragraphe 15 de l'article 119bis de la Nouvelle loi communale en projet, ne pourra, le cas échéant, que venir en soutien des motifs exigés pour l'adoption d'une telle mesure préventive.

Compte tenu de ce qui précède, la section de législation n'aperçoit pas immédiatement pourquoi, dans le paragraphe 15 à l'examen, la publicité donnée ou non à une mesure d'interdiction de lieu est fonction d'une appréciation portant sur le « risque de déplacement des troubles de l'ordre public » émanant de l'autorité communale qui a elle-même infligé la sanction. *A priori*, la logique du système commanderait plutôt que pareille

appréciation relève des autorités des autres communes, sur le territoire desquelles les « troubles » pourraient se déplacer.

Enfin, la section de législation constate qu'à défaut de précision contraire, le paragraphe 15 proposé donne une publicité immédiate à des sanctions administratives qui seraient encore passibles, *ratione temporis*, des recours juridictionnels visés par l'article 119bis, § 12, de la Nouvelle loi communale ou contre lesquelles pareils recours, ayant été d'ores et déjà introduits, demeureraient encore pendants. Compte tenu des répercussions directes ou indirectes que leur publicité peut avoir sur les droits fondamentaux des individus concernés, le Conseil d'État émet les plus vives réserves quant à l'enregistrement, dans le fichier, de sanctions administratives dont la validité juridique demeure affectée d'une telle précarité ².

3. Il va de soi que, comme tout acte administratif, la sanction administrative de l'interdiction de lieu prévue par l'article 119bis, § 2, alinéa 2, 5°, de la Nouvelle loi communale, proposé par l'article 2, 1°, ne pourra être prononcée que dans le respect du principe de proportionnalité, ce qui est déjà traduit dans l'article 119bis, § 5, de la Nouvelle loi communale tel qu'il est actuellement en vigueur. En raison de sa nature, l'interdiction de lieu pourrait en effet, dans certaines circonstances, porter une atteinte disproportionnée aux droits fondamentaux de la personne, singulièrement à celui d'aller et de venir. D'autres droits et libertés peuvent également être concernés par cette mesure. À titre d'exemple, une interdiction de lieu qui empêcherait celui qui la subit de rejoindre son domicile ou son lieu de travail mettrait ainsi directement en cause le droit au respect de la vie privée et familiale ou le droit au travail de l'intéressé ³.

² À titre de comparaison, il résulte des articles 590 et 592 combinés du Code d'instruction criminelle qu'une décision pénale ne peut être inscrite au casier judiciaire qu'à partir du moment où elle est passée en force de chose jugée.

³ Ainsi, par exemple, contrôlant l'admissibilité d'une mesure d'éloignement d'une zone urbaine pendant quatorze jours, prise par le bourgmestre d'une commune à l'encontre d'une personne en raison de son comportement, la Cour européenne des droits de l'homme a considéré que cette mesure résistait au test de proportionnalité requis par l'article 2 du Protocole n° 4 à la Convention européenne des droits de l'homme garantissant la liberté de circulation, au motif notamment que l'intéressé « ne résidait pas et ne travaillait pas dans la zone en question et qu'il n'y avait pas de boîte postale » (Cour eur. D.H., arrêt Oliveira c. Pays-Bas, 4 juin 2002, § 65). Dans une affaire similaire, la Cour a, de même, pris en considération le fait « that he did not live or work in the area in question and that provision had been for him to enter the area with impunity for the purpose of collecting his social-security benefits and his mail from the Streetcornerwork Foundation », à savoir l'institution ayant pris en charge l'intéressé, pour juger, parmi d'autres motifs, que la mesure en cause ne violait pas l'article 2 du Protocole n° 4 à la Convention (Cour eur. D.H., arrêt Landvreugd c. Pays-Bas, 4 juin 2002, § 72).

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 1^{er}

L'article 1^{er} de la proposition de loi dispose que

« La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution ».

Or, les articles 3 et 4 de la proposition tendent à modifier, respectivement, l'article 601^{ter} du Code judiciaire et l'article 36, 5°, de la loi du 8 avril 1965 'relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait'. De la sorte, les compétences du tribunal de police et du tribunal de la jeunesse sont étendues quant au recours qui peut être introduit contre la décision d'interdiction de lieu.

Ces deux articles réglant une matière visée à l'article 77, alinéa 1^{er}, 9°, de la Constitution, ils devraient faire l'objet d'un projet séparé soumis à la procédure d'adoption applicable aux matières visées à l'article 77 de la Constitution.

Article 2

1. Le 1° contient deux dispositions, la première insérant un 5° à l'article 119^{bis}, § 2, alinéa 2, de la Nouvelle loi communale, la seconde insérant un nouvel alinéa 3 au même article 119^{bis}, § 2.

Comme il n'est pas recommandé d'introduire une phrase incidente au sein d'une énumération⁴, c'est à bon escient que la phrase commençant par les mots « Par 'lieux accessibles au public', il y a lieu... » apparaît comme formant un alinéa 3 nouveau de l'article 119^{bis}, § 2, et non comme formant corps avec le 5° nouveau.

Pour éviter tout malentendu, il convient toutefois, en ce cas, de subdiviser le 1° actuel de l'article 2 de la proposition de loi en un 1°, qui insère le 5° à l'article 119^{bis}, § 2, de la Nouvelle loi communale, et en un 2° nouveau, qui insère un alinéa nouveau entre les actuels alinéas 2 et 3 du même article 119^{bis}, § 2.

Les 2° à 16° de l'article 2 de la proposition de loi seront renumérotés en conséquence.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 60.

Par ailleurs, compte tenu du fait que la phrase commençant par les mots « Par ‘lieux accessibles au public’, il y a lieu... » devient un alinéa 3 de l’article 119bis, § 2, de la Nouvelle loi communale, il convient de préciser, aux 2° à 4° actuels de l’article 2 de la proposition, devenant les 3° à 5°, que les alinéas 3, 4 et 7 deviennent respectivement les alinéas 4, 5 et 8 de l’article 119bis, § 2, précité.

2. Au 2°, l’ajout des mots « ou 5° » dans le paragraphe 2, alinéa 3, de l’article 119bis de la Nouvelle loi communale aura pour effet que la sanction de l’interdiction de lieu pourra être prévue par les communes pour les infractions pénales visées dans les dispositions du Code pénal énumérées dans l’alinéa modifié.

Or, il n’existe pas toujours un lien très clair entre la nature de l’infraction pénale définie dans chacune de ces dispositions du Code pénal et l’intérêt qu’il y aurait à prévoir la possibilité qu’une commune puisse infliger une interdiction de lieu comme sanction à toutes ces infractions.

Le commentaire de l’article, qui est muet concernant l’article 2, 2°, de la proposition, devrait être complété pour mieux préciser les intentions des auteurs de la proposition sur ce point.

3. Le 5°, devenant le 6°⁵, se donne pour objet de préciser les conditions dans lesquelles il pourra être décidé que le contrevenant est en état de récidive.

Il ne le fait cependant que pour les sanctions administratives visées à l’article 119bis, § 2, alinéa 2, 1° et 5°, de la Nouvelle loi communale.

Les auteurs de la proposition vérifieront s’il n’y a pas là une lacune à combler.

4. Au 10°, devenant le 11°, il convient d’omettre les mots « chaque fois » dans le texte français.

5. Au 15°, devenant le 16°, dans le paragraphe 14, proposé, il semble que ce soit par erreur que l’alinéa 4 renvoie « aux agents visés au paragraphe 6 du présent article » car les agents visés au paragraphe 6 sont les agents habilités à constater l’infraction.

Or, l’intention consiste, comme le commentaire de l’article le signale, à permettre au fonctionnaire communal qui sanctionne de prendre connaissance du contenu du fichier pour lui permettre d’apprécier si le contrevenant se trouve en situation de récidive.

⁵ La phrase liminaire du 5°, devenant le 6°, doit être rédigée comme suit : « au paragraphe 5, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 : (suite comme à la proposition de loi) » (*Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-2-5-3).

L'alinéa 4 devrait donc être rédigé comme suit :

« Le fonctionnaire visé au paragraphe 2, alinéa 4, a accès, pour apprécier l'état éventuel de récidive du contrevenant, au fichier des sanctions administratives communales ».

6. Au même 15°, devenant le 16°, dans le paragraphe 14, alinéa 5, proposé, les mots « aider à vérifier le respect des interdictions de lieux » sont ambigus. Étant donné que les événements temporaires ou permanents sont organisés dans des lieux situés dans la commune qui a infligé la sanction administrative, l'alinéa 5 doit être rédigé en ce sens que les organisateurs concernés sont tenus de consulter le fichier et de refuser l'entrée aux personnes qui se sont vues infliger une interdiction de lieu toujours en vigueur.

Corollairement, dans ce même alinéa, il y a lieu de préciser, comme dans les développements de l'article, que les organisateurs qui doivent consulter le fichier sont ceux qui organisent des événements temporaires ou permanents dans les lieux accessibles au public dans la commune concernée, c'est-à-dire la commune qui applique des sanctions administratives.

7. Dans le même paragraphe 14, alinéa 5, proposé, l'habilitation donnée au Roi ne peut être admise dans les termes d'après lesquels elle est formulée.

L'article 8, § 4, de la loi du 8 décembre 1992 'relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel' prévoit en effet qu'il revient au Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, d'arrêter les conditions particulières auxquelles un traitement de données qui porte sur des sanctions administratives doit satisfaire ⁶.

L'habilitation donnée au Roi par l'alinéa 5, en projet, ne peut donc être limitée à la seule question du droit d'accès des organisateurs concernés au fichier communal mais elle doit porter sur l'ensemble des conditions particulières du traitement des données figurant dans le fichier et il doit être prévu que l'arrêté à prendre par le Roi devra être délibéré en Conseil des ministres.

Une observation similaire vaut au 16°, devenant le 17°, pour le paragraphe 15, alinéa 6, proposé.

⁶ L'article 8, § 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 dispose que le traitement de données à caractère personnel relatives à des litiges soumis aux cours et tribunaux ainsi qu'aux juridictions administratives, à des suspicions, des poursuites ou des condamnations ayant trait à des infractions, ou à des sanctions administratives ou à des mesures de sûreté est interdit mais le paragraphe 2 du même article déroge à cette interdiction pour le traitement de données effectué sous le contrôle d'une autorité publique lorsque le traitement est nécessaire à l'exercice de ses tâches, ce qui est le cas en l'espèce.

8. Au 16°, devenant le 17°, dans le paragraphe 15, alinéa 5, proposé, afin que le gestionnaire du fichier soit plus précisément déterminé, il y a lieu de remplacer les mots « les autorités fédérales » par ceux de « le fonctionnaire désigné par le Roi ».

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, aan de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het wetsvoorstel, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het wetsvoorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

STREKKING VAN HET WETSVOORSTEL

1. Volgens de samenvatting ervan strekt het wetsvoorstel ertoe

“aan gemeenten de mogelijkheid te geven om, bij wijze van administratieve sanctie, de toegang tot publiek toegankelijke plaatsen op haar grondgebied te ontzeggen aan personen die voor overlast zorgen”.

In de toelichting bij het wetsvoorstel staat dat het beoogt “het jaarlijks weerkerende probleem van overlast in recreatiedomeinen aan te pakken”, maar dat het de bedoeling is “zich niet te beperken tot de recreatiedomeinen”, aangezien, wat het straatverbod betreft, “ook andere, duidelijk omschreven publiek toegankelijke plaatsen (...) daarvoor in aanmerking (komen), bijvoorbeeld fuifzalen”.

Volgens diezelfde toelichting zou de *ratio legis* van het wetsvoorstel liggen in arrest nr. 197.212¹ van 23 oktober 2009 van de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State, dat een bepaling vernietigt van de Code van de gemeentelijke politiereglementen van de stad Antwerpen die in een “straatverbod” voorziet, om reden dat in een dergelijk verbod, dat *in casu* door de afdeling Bestuursrechtspraak als een gemeentelijke administratieve sanctie was beschouwd, niet was voorzien bij artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet en dus onwettig was. Het wetsvoorstel beoogt aan het in dat arrest opgeworpen probleem tegemoet te komen door aan de gemeenten de wettelijke basis te verschaffen waardoor ze het plaatsverbod als gemeentelijke administratieve sanctie kunnen vaststellen.

2. Concreet vult het wetsvoorstel artikel 119bis, § 2, tweede lid, van de nieuwe gemeentewet aan door een vijfde vorm van administratieve sanctie toe te voegen aan de vier waarin dat lid reeds voorziet, namelijk de administratieve geldboete, de administratieve schorsing van een door de gemeente afgegeven toestemming of vergunning, de administratieve intrekking van een door de gemeente afgegeven toestemming of vergunning en de tijdelijke of definitieve sluiting van een inrichting.

¹ De toelichting bij het voorstel vermeldt bij vergissing arrest nr. 197.221 van 23 oktober 2009.

Deze nieuwe vorm van administratieve sanctie wordt door het wetsvoorstel als volgt omschreven:

“5° het opleggen van een tijdelijk plaatsverbod van maximum 3 maanden, hetgeen het verbod behelst één of verscheidene duidelijk omschreven publiek toegankelijke plaatsen te betreden.

Met ‘publiek toegankelijke plaatsen’ wordt enerzijds bedoeld het publiek toegankelijk openbaar domein en anderzijds elke plaats waar andere personen dan de beheerder en de personen die er werkzaam zijn toegang hebben ofwel omdat ze geacht worden gewoonlijk toegang te hebben tot die plaats, ofwel omdat ze er toegelaten zijn zonder individueel te zijn uitgenodigd”.

Los van de verschillende procedurele aanpassingen die door deze nieuwe administratieve sanctie noodzakelijk worden, omschrijft het wetsvoorstel ook de voorwaarden inzake herhaling voor de administratieve sanctie en het plaatsverbod.

3. Het wetsvoorstel voorziet ten slotte in de aanmaak van twee gegevensbestanden inzake de administratieve sancties en regelt de voorwaarden voor het aanleggen en raadplegen ervan.

Het eerste bestand is een gemeentelijk bestand dat het mogelijk maakt de personen te kennen aan wie een administratieve sanctie is opgelegd, alsook de opgelegde sanctie. Het aanmaken van dit bestand heeft tot doel het de "organisatoren van tijdelijke of permanente evenementen op publiek toegankelijke plaatsen mogelijk te maken te helpen toezien op de naleving van de plaatsverboden".

Het tweede bestand is een nationaal bestand. Er wordt bepaald dat de gemeenteambtenaar die als sanctie een plaatsverbod heeft opgelegd, de gegevens van de betrokken personen bezorgt aan een federaal ambtenaar, die één enkel bestand aanlegt dat alle personen bevat die in om het even welke gemeente van het Rijk een plaatsverbod hebben opgelopen.

ALGEMENE OPMERKING

1. De vaststelling dat er een bijzondere vorm van delinquentie is die erin bestaat de openbare rust te verstoren in recreatiedomeinen door zich daar schuldig te maken aan overlast en openbare ordeverstoring en dat deze vorm van delinquentie soms niet occasioneel kan zijn, maar bedreven kan zijn door delinquenten die zich van het ene naar het andere recreatiedomein verplaatsen, had tot de conclusie kunnen leiden dat het noodzakelijk is deze vorm van delinquentie administratief te beteugelen door middel van een autonome wet waarbij hetzelfde gedrag voor geheel het Rijk als een strafbaar feit wordt beschouwd, naar het voorbeeld van wat gedaan is voor het stadionverbod dat kan worden uitgesproken in het kader van de wet van 21 december 1998 ‘betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden’, die ook

onder meer tot doel had een fenomeen van delinquentie administratief te beteugelen dat het kenmerk vertoonde dat het zich verplaatste in voor het publiek toegankelijke recreatiedomeinen.

De indieners van het voorliggende wetsvoorstel hebben echter voor een andere weg gekozen, namelijk de weg van de administratieve sanctie opgelegd door de gemeente en geregistreerd in twee bestanden, het ene gemeentelijk, het andere nationaal.

Dit systeem geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2.1. Zoals hierboven uiteengezet is, voorziet het voorgestelde artikel 119*bis*, § 15, van de nieuwe gemeentewet in de aanmaak van een nationaal bestand waarin de personen worden geregistreerd en geïdentificeerd aan wie een gemeentelijke overheid een “plaatsverbod” heeft opgelegd dat betrekking heeft op een recreatiedomein geëxploiteerd door een publiekrechtelijk rechtspersoon, welk recreatiedomein voldoet aan de nadere regels bepaald door de Koning inzake minimumoppervlakte en gelegen is op het grondgebied van de betrokken gemeente. De registratie en de verwerking van deze gegevens worden toegestaan bij het onderzochte wetsvoorstel voor zover het opgelegde plaatsverbod, volgens de bewoordingen ervan, tot doel heeft “de verplaatsing van het probleem van ordeverstoring” naar recreatiedomeinen gelegen op het grondgebied van andere gemeenten dan die waarvan de overheden de sanctie hebben uitgesproken “te voorkomen”. De aldus gearchiveerde gegevens kunnen worden geraadpleegd, volgens de nadere regels vastgesteld door de Koning, door de publiekrechtelijke rechtspersonen die binnen de andere gemeenten een recreatiedomein beheren, en dit “teneinde het [de genoemde personen] toe te laten te oordelen of een kandidaat-recreant die een plaatsverbod voor een recreatiedomein in een andere gemeente heeft opgelopen, al dan niet (...) toegelaten kan worden tot het recreatiedomein” dat ze zelf beheren (voorgestelde paragraaf 15, laatste lid).

In de toelichting staat het volgende:

“In tegenstelling tot het bestand dat wordt opgericht op basis van de nieuwe paragraaf 14, is de consultatie van dit nationale bestand niet beperkt tot feiten binnen een bepaalde gemeente, maar zullen alle plaatsverboden met betrekking tot recreatiedomeinen over het hele land hierin worden verzameld en consulteerbaar zijn. Het is aan de beheerders van de recreatiedomeinen zelf om te beslissen of zij de toegang tot hun domein laten afhangen van het bestaan van een plaatsverbod met betrekking tot een ander recreatiedomein. De consultatie van het nationale bestand zal de beheerders dus toelaten te anticiperen op een mogelijk verplaatsingseffect.

Om te vermijden dat elke publiekrechtelijke rechtspersoon die een plaats uitbaat waar men naartoe komt om zich te ontspannen in de lijst van recreatiedomeinen die het bestand kunnen consulteren, worden opgenomen, zal de Koning een minimumoppervlakte bepalen van de afgebakende plaats. De bepaling van de minimumoppervlakte moet toelaten de lijst te beperken tot enkel de echte recreatiedomeinen, met uitsluiting van bijvoorbeeld publieke zwembaden of andere

publiekrechtelijke ontspanningsruimten. Dit sluit een plaatsverbod voor deze plaatsen niet uit, enkel het feit dat de gegevens hierover niet nationaal consulteerbaar zullen zijn.

In tegenstelling tot de gemeentelijke bestanden worden de gegevens in het nationale bestand slechts gedurende drie maanden bewaard, de maximumduur van een plaatsverbod”.

2.2. Zoals blijkt uit de bewoordingen zelf van de voorliggende bepalingen en uit de toelichting daarbij, heeft de ruchtbaarheid die aldus gegeven wordt aan de maatregelen houdende “plaatsverbod” uitgevaardigd door een bepaalde gemeente noch tot doel, noch tot gevolg dat dit verbod van rechtswege geldt voor de recreatiedomeinen gelegen op het grondgebied van andere gemeenten. Elke andere conclusie zou overigens strijdig zijn met de logica die aan de basis ligt van de bestuurlijke bestraffing door de gemeenten die bij artikel 119*bis* van de nieuwe gemeentewet georganiseerd is. De voorliggende regeling van ruchtbaarmaking mag of kan evenmin aan andere gemeenteoverheden dan die waar de sanctie van het plaatsverbod opgelegd is een voldoende motief verschaffen om op hun beurt en op grond van artikel 119*bis*, zoals die bepaling bij het voorstel wordt gewijzigd, een analoge straf op te leggen met betrekking tot de recreatiedomeinen die op hun respectieve grondgebied gelegen zijn.

Het opleggen van zo een sanctie veronderstelt immers in de eerste plaats dat het beteugelde gedrag strafbaar gesteld is als een overtreding van de reglementen of verordeningen die in die andere gemeenten gelden (artikel 119*bis*, § 1, van de nieuwe gemeentewet) en dat in die gemeenten op identieke wijze bepaald is dat op die basis bij wijze van sanctie een plaatsverbod kan worden opgelegd (artikel 119*bis*, § 2, van de nieuwe gemeentewet, zoals die bepaling bij het voorstel wordt gewijzigd). Vervolgens is vereist dat de beteugelde handeling zich daadwerkelijk heeft voorgedaan op het grondgebied van de gemeente die ze wil bestraffen op basis van artikel 119*bis* van de nieuwe gemeentewet, zoals die bepaling bij het voorstel wordt gewijzigd. In arrest 197.212 van 23 oktober 2009 van de Raad van State, naar welk arrest verwezen wordt in de toelichting bij de bepaling, wordt overigens het volgende aangegeven:

“Een cruciaal verschil tussen administratieve sancties en bestuurlijke maatregelen die zuiver beogen de orde en de rust te handhaven is dat een administratieve sanctie reageert tegen wat als een overtreding wordt gezien, in tegenstelling tot de voormelde bestuurlijke maatregelen, waarvoor geen overtreding vereist is maar een risico of een gevaar volstaat. Specifiek eigen aan de administratieve sanctie is dat ze wordt opgelegd wegens een overtreding, aan de overtreder”.

Daaruit volgt dat wanneer zich op het grondgebied van een gemeente niet daadwerkelijk een strafbaar gedrag heeft voorgedaan, de openbare overheid van die gemeente een “plaatsverbod” alleen bij wijze van preventieve maatregel kan opleggen, en dus alleen op basis van een andere rechtsgrond dan die welke geleverd wordt door artikel 119*bis* van de

nieuwe gemeentewet, zoals die bepaling bij het voorstel wordt gewijzigd. Het bestaan van plaatsverboden opgelegd in andere gemeenten, dat aan het licht komt door de regeling van ruchtbaarmaking ingevoerd bij de voorgestelde paragraaf 15 van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet, kan in voorkomend geval alleen dienen tot nadere ondersteuning van de motieven die vereist zijn om zo een preventieve maatregel te kunnen treffen.

Gelet op hetgeen voorafgaat, ziet de afdeling Wetgeving niet meteen in waarom in de voorliggende paragraaf 15 de omstandigheid of aan een plaatsverbod al dan niet ruchtbaarheid wordt gegeven afhankelijk wordt gesteld van een beoordeling van het gevaar van een “verplaatsing van het probleem van ordeverstoring” die uitgevoerd wordt door de gemeenteverheid die zelf de sanctie heeft opgelegd. *A priori* vereist de logica van de regeling veeleer dat dit beoordeeld zou worden door de overheden van de andere gemeenten naar het grondgebied waarvan de “ordeverstoring” zich zou kunnen verplaatsen.

Ten slotte stelt de afdeling Wetgeving vast dat, bij ontstentenis van een andersluidende bepaling, krachtens de voorgestelde paragraaf 15 onmiddellijk ruchtbaarheid wordt gegeven aan administratieve sancties waartegen *ratione temporis* nog jurisdictionele beroepen als bedoeld in artikel 119bis, § 12, van de nieuwe gemeentewet kunnen worden ingesteld of waartegen zulke beroepen reeds ingesteld zouden zijn die nog aanhangig zijn. Gelet op de directe of indirecte gevolgen die de ruchtbaarmaking daarvan kan hebben voor de fundamentele rechten van de betrokkenen, maakt de Raad van State het grootste voorbehoud bij de registratie, in het bestand, van administratieve sancties waarvan de juridische geldigheid nog dermate onzeker is.²

3. Het spreekt vanzelf dat de administratieve sanctie van het plaatsverbod waarin het voorgestelde artikel 119bis, § 2, tweede lid, 5°, van de nieuwe gemeentewet (artikel 2, 1°, van het voorstel) voorziet, net als elke bestuurshandeling alleen kan worden opgelegd met naleving van het proportionaliteitsbeginsel, dat reeds weergegeven is in artikel 119bis, § 5, van de nieuwe gemeentewet, zoals die bepaling thans geldt. Gelet op de aard van het plaatsverbod zou die sanctie immers in bepaalde omstandigheden een onevenredig aantasting kunnen meebrengen van de fundamentele rechten van de persoon, inzonderheid van het recht om te gaan en te staan waar men wil. Ook andere rechten en vrijheden kunnen door deze maatregel in de verdrukking komen. Zo zou een plaatsverbod dat degene aan wie het opgelegd is, zou verhinderen naar zijn woning of zijn werk te gaan, het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven of het recht op arbeid van de betrokkene rechtstreeks op de helling zetten.³

² Bij wijze van vergelijking volgt uit de artikelen 590 en 592 van het Wetboek van Strafvordering, gelezen in onderlinge samenhang, dat een beslissing in strafzaken pas in het strafregister wordt ingeschreven wanneer ze in kracht van gewijsde is gegaan.

³ Zo bijvoorbeeld heeft het Europees Hof voor de rechten van de mens, uitspraak doende over de rechtmatigheid van een bevel houdende verwijdering uit stedelijk gebied voor de duur van veertien dagen, dat door de burgemeester van een gemeente tegen een persoon uitgevaardigd was op grond van zijn gedrag, geoordeeld dat

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 1

Artikel 1 van het wetsvoorstel luidt als volgt:

“Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet”.

De artikelen 3 en 4 van het voorstel strekken evenwel tot wijziging respectievelijk van artikel 601*ter* van het Gerechtelijk Wetboek en van artikel 36, 5°, van de wet van 8 april 1965 ‘betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade’. Aldus worden de bevoegdheden van de politierechtbank en van de jeugdrechtbank verruimd wat betreft het beroep dat tegen de beslissing houdende plaatsverbod kan worden ingesteld.

Aangezien die beide artikelen een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77, eerste lid, 9°, van de Grondwet regelen, zouden zij moeten worden opgenomen in een afzonderlijk ontwerp, dat moet worden aangenomen volgens de procedure die geldt voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Artikel 2

1. De bepaling onder 1° bestaat uit twee delen: bij het bepaalde in het eerste deel wordt een bepaling onder 5° ingevoegd in artikel 119*bis*, § 2, tweede lid, van de nieuwe gemeentewet, en bij het bepaalde in het tweede deel wordt in datzelfde artikel 119*bis*, § 2, een nieuw derde lid ingevoegd.

Aangezien het niet raadzaam is om in een opsomming gebruik te maken van tussenzinnen,⁴ is er terecht voor geopteerd de zin die begint met de woorden “Met ‘publiek

die maatregel de proportionaliteitstest doorstond zoals vereist krachtens artikel 2 van het Vierde Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, welk artikel de vrijheid van verplaatsing garandeert, omdat de betrokkene niet in het gebied woonde of werkte en daar evenmin een brievenbus had (EHRM, arrest Oliveira t. Nederland, 4 juni 2002, punt 65). In een soortgelijke zaak heeft het Hof eveneens rekening gehouden met het feit “that he did not live or work in the area in question and that provision had been for him to enter the area with impunity for the purpose of collecting his social-security benefits and his mail from the Streetcornerwork Foundation”, welke stichting zich om de betrokkene bekommerd had, als een van de redenen om te oordelen dat de maatregel in kwestie geen schending meebracht van artikel 2 van het Vierde Protocol bij het Verdrag (EHRM, arrest Landvreugd t. Nederland, 4 juni 2002, punt 72).

⁴ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 60.

toegankelijke plaatsen' wordt enerzijds bedoeld ..." voor te stellen als een nieuw derde lid van artikel 119bis, § 2, en niet als een onderdeel van de nieuwe bepaling onder 5°.

Teneinde elk misverstand te voorkomen, zou in dit geval evenwel het huidige artikel 2, 1°, van het wetsvoorstel opgedeeld moeten worden in een bepaling onder 1°, waarbij de bepaling onder 5° ingevoegd wordt in 119bis, § 2, van de nieuwe gemeentewet, en een nieuwe bepaling onder 2°, waarbij tussen het huidige tweede en derde lid van datzelfde artikel 119bis, § 2, een nieuw lid wordt ingevoegd.

Artikel 2, 2° tot 16°, van het wetsvoorstel behoort dienovereenkomstig te worden vernummerd.

Gelet op het feit dat de zin die begint met de woorden "Met 'publiek toegankelijke plaatsen' wordt enerzijds bedoeld ..." een nieuw derde lid wordt van artikel 119bis, § 2, van de nieuwe gemeentewet, dient overigens in het huidige artikel 2, 2° tot 4°, van het voorstel, dat artikel 2, 3° tot 5°, wordt, aangegeven te worden dat het derde, vierde en zevende lid respectievelijk het vierde, vijfde en achtste lid worden van het voornoemde artikel 119bis, § 2.

2. In de bepaling onder 2° zal de toevoeging "of 5°" in artikel 119bis, § 2, derde lid, van de nieuwe gemeentewet tot gevolg hebben dat de sanctie van het plaatsverbod door de gemeenten opgelegd zal kunnen worden voor de strafbare feiten vermeld in de bepalingen van het Strafwetboek die in het gewijzigde lid worden opgesomd.

Er bestaat evenwel niet altijd een zeer duidelijk verband tussen de aard van het strafbaar feit dat in elk van die bepalingen van het Strafwetboek gedefinieerd wordt en het belang dat men erbij zou hebben te voorzien in de mogelijkheid dat een gemeente voor al die feiten een plaatsverbod kan opleggen bij wijze van sanctie.

De toelichting bij artikel 2, waarin over artikel 2, 2°, van het voorstel niets wordt gezegd, zou aangevuld moeten worden om de bedoelingen van de indieners van het voorstel op dit punt beter aan te geven.

3. In de bepaling onder 5°, die de bepaling onder 6° wordt,⁵ wordt nader aangegeven op welke voorwaarden besloten kan worden dat de overtreder zich in staat van herhaling bevindt. Daarin wordt evenwel alleen voorzien voor de administratieve sancties waarvan sprake is in artikel 119bis, § 2, tweede lid, 1° en 5°, van de nieuwe gemeentewet.

⁵ De inleidende zin van de bepaling onder 5°, die de bepaling onder 6° wordt, dient als volgt te worden gesteld: "In paragraaf 5 wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende: (voorts als in het wetsvoorstel)" (*Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", formule F 4-2-5-3).

De indieners van het voorstel behoren na te gaan of daar geen leemte moet worden opgevuld.

4. In de Franse tekst van de bepaling onder 10°, die de bepaling onder 11° wordt, dienen de woorden “chaque fois” te vervallen.

5. In de bepaling onder 15°, die de bepaling onder 16° wordt, lijkt in de voorgestelde paragraaf 14 het vierde lid ten onrechte te verwijzen naar “de ambtenaren bedoeld in § 6 van dit artikel”, aangezien de ambtenaren bedoeld in paragraaf 6 de ambtenaren zijn die bevoegd zijn om de inbreuk vast te stellen.

Zoals in de toelichting bij het artikel aangegeven wordt, bestaat de bedoeling er evenwel in om de gemeentelijke ambtenaar die de sanctie oplegt in staat te stellen kennis te nemen van de inhoud van het bestand, zodat hij kan beoordelen of de overtreder zich in staat van herhaling bevindt.

Het vierde lid zou dan ook als volgt moeten worden gesteld:

“De ambtenaar bedoeld in paragraaf 2, vierde lid, heeft toegang tot het bestand van de gemeentelijke administratieve sancties om na te gaan of de overtreder zich eventueel in staat van herhaling bevindt”.

6. In dezelfde bepaling onder 15°, die de bepaling onder 16° wordt, zijn in het vijfde lid van de voorgestelde paragraaf 14 de woorden “helpen toezien op de naleving van de plaatsverboden” dubbelzinnig. Doordat de tijdelijke of permanente evenementen georganiseerd worden op plaatsen die gelegen zijn in de gemeente die de administratieve sanctie heeft opgelegd, dient het vijfde lid in die zin te worden geredigeerd dat de betrokken organisatoren ertoe gehouden zijn het bestand te raadplegen en personen aan wie een nog geldend plaatsverbod opgelegd is, de toegang te weigeren.

Aansluitend daarbij dient in hetzelfde lid, zoals het geval is in de toelichting bij het artikel, te worden aangegeven dat de organisatoren die het bestand moeten raadplegen degenen zijn die tijdelijke of permanente evenementen organiseren op publiek toegankelijke plaatsen in de betrokken gemeente, dat wil zeggen de gemeente die administratieve sancties toepast.

7. In dezelfde voorgestelde paragraaf 14, vijfde lid, kan de machtiging verleend aan de Koning niet aanvaard worden in de bewoordingen waarin ze gesteld is.

In artikel 8, § 4, van de wet van 8 december 1992 ‘tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens’ wordt immers bepaald dat de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na

advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de bijzondere voorwaarden dient vast te leggen waaraan de verwerking van de persoonsgegevens in verband met administratieve sancties moet voldoen.⁶

De machtiging die bij het voorgestelde vijfde lid aan de Koning wordt verleend, mag dus niet beperkt worden tot de loutere kwestie van het recht van toegang van de betrokken organisatoren tot het gemeentelijke bestand, maar dient betrekking te hebben op alle bijzondere voorwaarden voor de verwerking van de gegevens die in dat bestand opgenomen worden en er dient bepaald te worden dat de Koning dat besluit pas na overleg in de Ministerraad mag uitvaardigen.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de bepaling onder 16°, die de bepaling onder 17° wordt, met betrekking tot de voorgestelde paragraaf 15, zesde lid.

8. In de bepaling onder 16°, die de bepaling onder 17° wordt, dienen in de voorgestelde paragraaf 15, vijfde lid, de woorden “de federale overheid” te worden vervangen door de woorden “de ambtenaar aangewezen door de Koning”, teneinde nauwkeuriger aan te geven wie het beheer van het bestand op zich dient te nemen.

⁶ Krachtens artikel 8, § 1, van de wet van 8 december 1992 is de verwerking van persoonsgegevens inzake geschillen voorgelegd aan hoven en rechtbanken alsook aan administratieve gerechten, inzake verdenkingen, vervolgingen of veroordelingen met betrekking tot misdrijven, of inzake administratieve sancties of veiligheidsmaatregelen verboden, maar in paragraaf 2 van datzelfde artikel wordt van dat verbod afgeweken voor gegevens verwerkt onder toezicht van een openbare overheid indien de verwerking noodzakelijk is voor de uitoefening van haar taken, wat *in casu* het geval is.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Mesdames
de Dames P. VANDERNOOT,
M. BAGUET,

conseillers d'État,
staatsraden,

Monsieur
de Heer A. WEYEMBERGH,
S. VAN DROOGHENBROECK,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling Wetgeving,

Madame
Mevrouw B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. P. RONVAUX, auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de
Heer P. RONVAUX, auditeur.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise a été
vérifiée sous le contrôle de
M. P. VANDERNOOT.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de Heer
P. VANDERNOOT.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS